



République du Sénégal



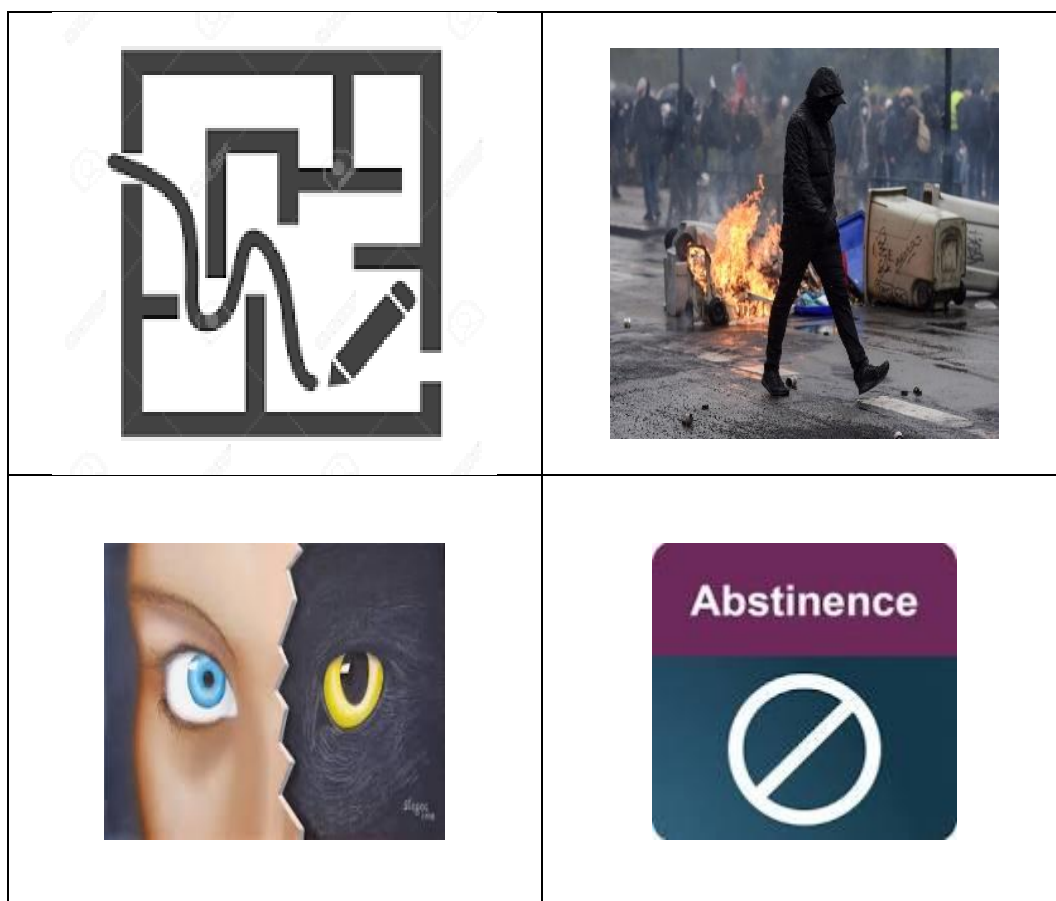
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP de DAKAR

Centre de Linguistique Appliquée de Dakar

FICHE TECHNIQUE N°2

Pour une résolution des difficultés rencontrées dans le
recueil de données de terrain



Conçue par

Dr Oumar DIA

Assistant de recherche

DECEMBRE 2024

CTS : Lettres-Sciences Humaines

Discipline : Sciences du langage

Spécialité : Sociolinguistique et didactique des langues

LAFCR 2026

oumar33.dia@ucad.edu.sn

Résumé

Cette étude tente de démontrer comment dans l'administration, les agents comme les clients (Saint-Louis, Fatick, Ziguinchor, Tambacounda) se servent des langues nationales dans les services administratifs relevant des ministères de l'administration centrale (tribunaux, centres de santé, urbanisme et habitat, éducation nationale, etc.), mais également et surtout les agents de l'administration locale et décentralisée : Mairie, Conseil régional (actuellement Conseil départemental), maison du Conseil rural aujourd'hui Mairie à part entière sous l'acte 3 de la décentralisation. La recherche s'inscrit dans le vaste champ disciplinaire qu'est la sociolinguistique, une branche de la linguistique qui s'intéresse à des phénomènes très variés dont l'étude du langage dans son contexte socioculturel. Notre enquête de terrain se base sur deux approches différentes : l'approche quantitative et l'approche qualitative ainsi que deux instruments d'investigation : le questionnaire et l'observation participante.

L'étendue et la complexité du terrain annoncent déjà des difficultés liées au recueil des données de terrain. Dans cette perspective, quels moyens de résolution sont-ils mis en œuvre pour aplanir les difficultés liées au recueil de données de terrain ? Les résultats auxquels cette étude a abouti ont révélé de bonnes méthodes d'approche du milieu, en plus du recrutement et de la formation des enquêteurs.

Mots clefs : difficultés rencontrées, moyens de résolution, recueil de données, enquête de terrain

Plan de la fiche technique

Introduction	3
1. Les difficultés rencontrées.....	3
1.1. Les problèmes de méfiance.....	3
1.2. Les problèmes de déplacement sur le terrain	4
2. Les moyens de résolution	5
2.1. Méthodes d'approche du milieu	5
2.2. Recrutement et formation d'enquêteurs.....	7
Conclusion	8
Références bibliographiques.....	9

Introduction

Cette réflexion s'inscrit dans le cadre de notre thèse de doctorat réalisé en juillet 2017. A travers notre sujet intitulé « *l'usage des langues nationales dans l'administration au Sénégal : le cas des régions de Saint-Louis, Fatick, Ziguinchor, Tambacounda* », cette recherche nous a permis de voir, comment dans l'administration, les agents et les clients en ville comme à la campagne se servent des langues nationales dans les services administratifs.

Pour mener une étude d'une telle envergure, le terrain prime sur la construction intellectuelle, tant en termes de déroulement du travail que de méthodes d'enquête et de traitement des observations, puisque l'interprétation (co)produite est toujours relative aux observations et à l'expérimentation. L'étendue et la complexité du terrain d'étude ainsi que la nature des difficultés surtout dans le recueil de données nous recommandent de trouver la panacée à ces antidotes. Quels sont ainsi les moyens de résolution mis en œuvre pour aplanir les difficultés liées au recueil de données de terrain ? Dans cette perspective, nous allons analyser dans les lignes qui suivent les difficultés rencontrées ainsi que les moyens de résolution mis en application.

1. Les difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées sont de deux ordres : les problèmes de méfiance et les problèmes de déplacement sur le terrain.

1.1. Les problèmes de méfiance

Les individus ou groupes qui doivent participer à l'évaluation n'ont souvent pas l'habitude de ce genre d'activités. Dans certains milieux, les entrevues individuelles, les questionnaires, les observations participantes ne sont pas bien connues et ont suscité des réactions de méfiance. Notre présence dans les services, dans les bureaux- pour avoir des situations authentiques-les questions posées et qui présentent un grand intérêt pour les résultats de la recherche sont souvent devenues très délicates pour quelques interlocuteurs. Parfois le climat social et politique au moment de l'administration est tel que certaines activités d'enquêtes sont presque automatiquement suspectes. C'est le cas des mairies de Gossas et Goudiry, des postes de santé de Sindian et de Bani israel. Tout au début, les personnes qui devaient prendre part à l'enquête de près ou de loin ne comprenaient pas les objectifs, les méthodes et surtout l'intérêt que présente pour eux ce mode inhabituel d'investigation. Ce sont autant de raisons qui justifient leurs réactions-d'abstinence, de silence, de tergiversation ou simplement de participation très partielle et sélective qui fausseraient certaines données.

1.2. Les problèmes de déplacement sur le terrain

Pour réaliser à la fois l'enquête et l'observation participante dans les quatre régions du Sénégal et dans des localités différentes, les unes aussi éloignées que les autres, nous avons rencontré des problèmes de tout ordre qui nous empêchaient personnellement de faire toutes les localités:

Le premier obstacle est lié à nos activités professionnelles à l'Inspection de l'Education et de la Formation de Dagana qui ne sont pas de tout repos. En effet, il existe un cahier de charges qui nous lie à l'Etat.

L'amélioration de la qualité des enseignements apprentissages constitue aujourd'hui l'un des axes prioritaires du système. En outre, la réorganisation de la structure de l'encadrement à travers la mise en place des districts, s'inscrit dans cette optique et vise un renforcement de la gestion à la base par une responsabilisation accrue des inspecteurs de l'éducation.

A ce titre, le cahier de charges de la deuxième génération, à contrario de celui de la première génération, établit une distinction nette entre les charges de l'IDEN¹ (baptisée IEF²) et celles des inspecteurs chefs de districts ; ainsi, à l'IEF échoit désormais le rôle de coordinateur de l'ensemble des activités déployées sur le terrain et aux inspecteurs chefs de districts, le rôle d'opérateurs.

A ce titre, leur mission au-delà des activités traditionnelles, consiste aussi à susciter au plan institutionnel, la réflexion autour d'enjeux éducatifs tels que définis dans les orientations de la nouvelle lettre de politique éducative. Au plan pédagogique, c'est la prise en charge de problématiques opérationnelles telles : « la résolution des problèmes d'intégration des enfants handicapés, la prise en charge des enfants à besoins éducatifs spéciaux, ou en difficulté d'apprentissage ».

Globalement, les missions des inspecteurs sont au nombre de cinq (05) ; ce sont des missions de : planification ; inspection et encadrement ; formation, animation et recherche ; évaluation, réalisation des objectifs du paquet³.

Toute cette complexité de la mission a ainsi constitué à notre niveau un blocage pour être partout dans le terrain d'enquête.

Un autre problème qui explique notre absence dans certaines zones est lié soit à l'insécurité, soit à l'accès difficile. Dans certains milieux, comme celui de la région de Ziguinchor, des problèmes d'insécurité se posent constamment. De tout temps, des attaques sont perpétrées par des malfaiteurs sur les entreprises ainsi que sur les paisibles citoyens et les vols à mains armées se suivent et se succèdent. Les troubles se sont étendus à toute la région. Aux légitimes revendications politiques se sont greffés les intérêts des cartels de la drogue colombiens qui fournissent armes et argent pour sécuriser le passage de la drogue de la Guinée-Bissau jusqu'à

¹ Inspection Départementale de l'Education Nationale

² Inspection de l'Education et de la Formation

³ Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence.

Dakar. Les accrochages se sont donc multipliés jusqu'à être quotidiens. Faire une mise à jour de l'état de la sécurité en Casamance est devenu impossible tant les actes de guerre sont nombreux. Car il s'agit d'actes de guerre et non de quelques voyous coupant les routes. Les villages sont attaqués par les indépendantistes et les trafiquants de cocaïne, des raids du Rally Guerrier, le bombardier de l'armée sénégalaise, font entendre des explosions dans toute la région. Mines antipersonnel, échanges de tirs quotidiens, embuscades meurtrières contre l'armée sénégalaise, prises d'otage, assassinats ciblés sont le lot quotidien des villages allant du Cap Skirring à Ziguinchor en passant par Bignona et Kafountine. Dans ce contexte, tout investissement humain, ou scientifique est tout bonnement suicidaire surtout quand les origines ne trouvent pas leurs racines dans ces lieux. C'est fort de ce constat, que nous avons choisi de recruter trois enquêteurs d'ethnie diola, originaires de la région de Ziguinchor, parlant également le malinké en plus du français. Ces enquêteurs vont sillonner Oussouye, Kartiack, Oukout, Diémbéring, Sindian, Suel, Djouloulou, Bignona, Ziguinchor.

Un autre problème qui n'a pas facilité notre déplacement dans tous ces différents milieux est lié à l'usage exclusif d'une seule langue nationale : le wolof. Ce caractère monolingue allait impacter négativement sur une bonne réalisation du travail de terrain. En effet, les locuteurs sont supposés parler la ou les langues dominantes dans les milieux d'enquête. En réalité, une langue unique ne peut être qu'une petite prison, même si nous pouvons la parler avec des millions de personnes.

2. Les moyens de résolution

Dans le but de trouver des solutions aux difficultés rencontrées, deux techniques sont mises à contribution : les méthodes d'approche du milieu alliées au recrutement et à la formation d'enquêteurs.

2.1. Méthodes d'approche du milieu

Pour pallier les problèmes de réactivité du milieu, le principal remède a consisté dans de bonnes méthodes d'approche du milieu, c'est-à-dire une méthodologie qui tienne compte des attitudes, intérêts et préoccupations de la population et qui indique aux enquêteurs comment présenter les différents outils de telle manière que les gens en voient l'intérêt et y prennent volontairement part (faciliter la communication et le dialogue entre agents administratifs et populations, rapprocher les agents et les clients, accorder plus de crédit à la langue du milieu, alphabétiser les populations dans leurs langues nationales, traduire les documents administratifs dans leurs langues nationales, permettre aux populations de participer activement aux problèmes de développement de leurs localités, etc.).

La méthodologie a aussi consisté à organiser les différents contacts, les entrevues et séances sur le terrain de façon à mettre tout le monde dans des conditions favorables à la découverte des faits véridiques et à l'expression d'opinions franches et complètes. Sous ce rapport, muni de notre mandat de recherche, nous avons toujours cherché en premier lieu la collaboration des autorités

locales (Préfet, Sous-préfet, Maire, Président du conseil rural ou leurs adjoints) ou même directement les chefs des services afin de nous baliser le terrain pour une bonne réalisation du travail.

Dans tous les cas, si une bonne connaissance du terrain est l'un des premiers éléments de cette méthodologie. Il ne va pourtant pas de soi que quelqu'un, originaire du milieu, sache automatiquement comment s'y prendre ni que quelqu'un de l'extérieur soit forcément incompetent en la matière. L'un et l'autre doivent prendre conscience explicitement des normes qui régissent la conduite des enquêtes, la hiérarchie sociale, l'organisation du travail, etc., ainsi que des besoins et préoccupations principales de la population locale au moment de l'administration. Même si la population de l'enquête est peu habituée aux procédures d'une évaluation ou qu'elle a de bonnes raisons pour se méfier des enquêteurs extérieurs, qui posent une série de questions et veulent observer différentes situations de communication au niveau local, des données recueillies par des ressortissants du milieu eux-mêmes ont toutes les chances d'être bien représentatives de la réalité que les résultats auxquels les chercheurs étrangers parviendraient. Et cela en dépit du moindre degré de raffinement technique qui caractérise d'habitude l'enquête interne. C'est pourquoi nous avons fait appel à des enquêteurs habitant ces localités et ayant les mêmes traits et valeurs culturelles.

Sous un autre angle, on peut soutenir que le Sénégal est dépourvu de ressources naturelles, son véritable trésor réside dans certains aspects de sa culture, de sa tradition, tel le cousinage à plaisanterie fondé sur le vivre ensemble, la concorde, la paix et la fraternité entre les peuples, les ethnies et les races. Objet d'étude fort singulier de l'anthropologie classique, qui en a donné une définition canonique : « La parenté à plaisanteries est une relation entre deux personnes dans laquelle l'une est autorisée par la coutume, et dans certains cas, obligée, de taquiner l'autre ou de s'en moquer ; l'autre, de son côté, ne doit pas en prendre ombrage » (Radcliffe-Brown, 1968 : 158).

L'anthropologue et sociologue français Marcel Mauss (1872-1950), lors d'une conférence tenue en 1926 à l'École pratique des hautes études, nous permet de saisir davantage la notion de « cousinage à plaisanterie ». Selon lui, c'est comme des relations d'évitement et de respect (« les parentés à respect ») dues à certaines catégories précises de parents, sorte de défoulement du poids de l'étiquette. Ces institutions ont une fonction fort claire ; elles expriment un état sentimental psychologiquement défini : le besoin de détente, un laisser-aller qui repose d'une tenue par trop compassée. Le cousinage à plaisanterie apparaît de ce point de vue comme un mécanisme de régulation sociale fondée sur un jeu de railleries codifiées et dont les protagonistes comprennent sa dimension de socialisation ou de pacification des rapports sociaux. C'est ce qui permet à Radcliffe-Brown (1881-1955), anthropologue britannique de montrer que : « La relation à plaisanterie est une forme de relations d'amitié, qui est une combinaison singulière de bienveillance et d'antagonisme, [...] une relation d'amitié dans laquelle existe un antagonisme apparent, contrôlé par des règles conventionnelles »

Le cousinage à plaisanterie est de ce fait un ciment qui lie les membres d'ethnies différentes ou d'une même ethnie et dont le but est d'harmoniser leur vivre ensemble. Ainsi, pour faciliter notre

travail et accrocher les enquêtés, nous avons recouru à cette pratique au niveau de certains locuteurs d'ethnies différentes ou répondant à des noms de parenté à plaisanterie. C'est le cas à Fatick (enquêteur de l'ethnie poular originaire de la localité et les autres locuteurs d'ethnie sérère), à Ziguinchor entre diola et sérère, à Tambacounda au sein d'une même ethnie (différents noms de l'ethnie peul, différents noms de l'ethnie sarakholé).

2.2. Recrutement et formation d'enquêteurs

Devant l'impossibilité de parcourir les localités ciblées dans les différentes régions, nous avons opté de recruter des enquêteurs en leur offrant une formation à distance par le biais du téléphone et de l'internet. Ainsi, nous avons recruté dix (10) enquêteurs dont quatre (4) à Tambacounda, trois (3) à Ziguinchor, (2) deux à Saint-Louis et un (1) à Fatick. La plupart sont des enseignants et des inspecteurs de l'éducation (Goudiry, Tambacounda, Oussouye) qui sont tous censés disposer « D'une part, un certain niveau d'acuité intellectuelle et mentale (...) -notamment la capacité d'écouter ce qui se dit, d'observer ce qui se passe, d'en déduire l'essentiel et de l'enregistrer sous une forme claire et concise ; et d'autre part, un respect foncier d'autrui » (Easton, 1984 :75)

Ils ont tous les mêmes caractéristiques que la population d'enquête et sont également des polyglottes qui parlent deux à trois langues les plus parlées, les plus répandues ou mieux les langues utilisées par le milieu dans les communications de tous les jours.

Après cette étape, c'est la formation de ces personnes chargées de réaliser l'enquête sur le terrain. Aussi, incombe-t-il à l'enquêteur de maîtriser les outils, les contenus de l'enquête, savoir présenter les objectifs et les méthodes de l'évaluation d'une manière claire et concise et savoir mettre ces personnes à l'aise sans interposer sa propre personnalité entre le contenu de l'enquête et les participants. Auquel cas les données recueillies risqueraient de refléter les réactions des gens à l'enquêteur lui-même davantage que leurs opinions concernant les thèmes d'enquête. Il s'agissait également de présenter aux enquêtés les finalités du travail, les avantages qu'ils pouvaient en tirer comme la valorisation de leurs langues, les traductions des documents administratifs en langues nationales, une alphabétisation beaucoup plus accrue des populations ou encore le privilège qu'on accorderait à la langue dominante de la zone au niveau de l'administration. Sous ce rapport, nous leur avons envoyé un document numérique précisant le contexte général de la recherche, les objectifs poursuivis, le mode de recueil de remplissage et de traitement des données (dans l'anonymat), les attitudes et comportements à faire prévaloir parmi lesquels :

- ✓ *Une certaine largeur d'esprit qui lui permettra de comprendre et d'accepter sans signe de désapprobation tous les faits, phénomènes et opinions qui peuvent se manifester au cours de l'enquête ;*
- ✓ *« Une retenue affable », ce qui signifie que l'enquêteur doit se montrer courtois, ouvert et aimable envers ses interlocuteurs sans se mettre trop en valeur lui-même pour éviter de provoquer des réactions supplémentaires ou de leur suggérer des réponses ; et*

- ✓ *Un certain degré d'aisance sociale en relation avec l'expérience vécue des différents milieux où l'enquête doit être menée (Easton, 1984 :74).*

Le document est complété par des commentaires et explications sur certains points afin de lever toute équivoque. Nous leur avons envoyé aussi les outils pour l'enquête et l'observation participante. Il s'en est suivi comme le premier des explications dans la manière d'aborder l'interlocuteur et de le faire intéresser, à nous accorder un peu de son temps. Il s'agissait alors non seulement d'obtenir l'accord et la participation des enquêtés mais de les aider à mener une bonne partie de l'enquête eux-mêmes. De même, les enquêteurs ont fait part de la fiabilité attendue des réponses venant des enquêtés, de la publication éventuelle du document pour une meilleure prise en compte des problèmes de développement des populations. Dans cette perspective, des échanges sont souvent faits par le canal du téléphone pour davantage de compréhension et d'une bonne exécution du travail demandé.

D'ailleurs, pour plus de motivation, nous avons donné à chaque enquêteur une somme forfaitaire et des frais de déplacement qui varient selon la distance ou l'enclavement. Ainsi, les deux enquêteurs au niveau de Saint-Louis ont chacun reçu la somme de 10.000F de même pour celui de Fatick. Quant aux enquêteurs de Ziguinchor, les deux ont touché 10.000F et le troisième 15.000F car il devait sillonner quatre localités. Enfin ceux de Tambacounda ont reçu 10.000F à l'exception d'un seul enquêteur à qui on a remis 15.000F. De ce fait les frais de déplacement s'élèvent à 110.000F.

Il est important de préciser que chaque enquêteur a reçu une somme forfaitaire de 25.000F pour travail effectué, soit 250.000F au total. L'association des frais de déplacement et des sommes forfaitaires donne 360.000F.

Conclusion

Au terme de cette activité, l'entreprise s'est révélée ardue avec les problèmes de méfiance, des réactions d'abstinence, de silence, de tergiversation ou simplement de participation très partielle. Il s'y ajoute aussi des problèmes de déplacement sur le terrain liés à l'insécurité, parfois à l'accès difficile, à nos activités professionnelles, au parler d'une seule langue nationale en plus de la langue officielle. Face à tous ces problèmes, nous avons mis en place des moyens de résolution dont le principal remède a consisté dans de bonnes méthodes d'approche du milieu, c'est-à-dire une méthodologie qui tienne compte des attitudes, intérêts et préoccupations de la population et qui indique aux enquêteurs comment présenter les différents outils de telle manière que les gens en voient l'intérêt et y prennent volontairement part. A ces moyens de résolution se sont greffés le recrutement et la formation à distance d'enquêteurs par le biais du téléphone et des échanges via l'internet qui nous ont permis d'atteindre nos objectifs

Références bibliographiques

BAYLON, C. ,1991, *Sociolinguistique : société, langue et discours*, Paris, Nathan.

BLANCHET, A. & al ,2001, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Nathan

DREYFUS, M. & al, 2004, *Le plurilinguisme au Sénégal : langues et identités en devenir*, Paris, Éditions Karthala.

EASTON, P. , 1984, *L'éducation des adultes en Afrique noire*, Paris, Ed. Karthala.

RADCLIFFE-BROWN, A. R., 1968, « La parenté à plaisanteries », chap. 4, dans *Structure et fonction dans la société primitive*, trad. de l'anglais par Françoise et Louis Marin, Paris, Éditions de Minuit.